

La colère de Gandrange



Photo Pascal BROCARD

Le sort de Gandrange a été scellé en dix minutes, hier à Metz, au cours d'un comité d'établissement houleux. La confirmation du plan de fermeture partielle de l'aciérie a provoqué la colère des salariés et des militants CGT qui ont saccagé le bureau du directeur de l'usine. Les syndicats seront reçus lundi à l'Elysée.

REPORTAGE DE BERNARD KRATZ EN « RÉGION »

Baroud d'honneur de Gandrange

Un comité d'entreprise houleux a scellé le sort de Gandrange, hier matin. L'aciérie et le TAB fermeront en 2009 avec 575 suppressions d'emplois. Une issue qui a déclenché la colère d'une poignée de salariés emmenés par la CGT. Les syndicats seront reçus lundi par Nicolas Sarkozy.

Photo Pascal BROCCARD

Pourquoi cette consultation ? C'est du bidon... une véritable mascarade. » 9 h du matin au 1er étage du Gésim (Groupement des industries métallurgiques) près de la place de France à Metz. CFE/CGC et CFDT font une déclaration au comité d'établissement et rejettent en bloc le plan Mittal pour Gandrange. « Une affaire de 5 minutes peut-être, parce que le directeur Bernard Lauprêtre a quitté la salle en courant. Il a même oublié d'emmener le secrétaire », raconte Marcel Thill, le secrétaire du CE. La CGT n'est pas là. L'huissier en a pris acte. Et pour cause. Elle est venue avec deux bus de militants et de salariés pour se faire entendre. Ils sont bloqués à l'extérieur et veulent forcer la porte d'entrée. « On va pousser... on va rentrer. On veut s'exprimer devant la direction », lance Jacky Mascelli, le délégué CGT de Gandrange. Ça prend deux minutes.

« Lamentable »

Les manifestants passent en force, sans casser et grimpent à l'étage, sous les flashes des photogra-



Photo Pascal BROCCARD

Les militants forcent les portes qui mènent à la salle du CE au GESIM (Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques) à Metz. Mais le CE a été expédié et la direction n'est plus présente dans les locaux.

phes et des caméras. « Lauprêtre, ouvre la porte ! Fossoyeur ! » hurlent les premiers rangs. Il faut un bon quart d'heure pour négocier l'accès à la salle, ponctué d'échan-

ges aigres-doux avec les vigiles. Un plateau de croissants vole dans l'entrée au-dessus de la mêlée.

« Ils ne sont plus là. Il n'y a personne », lance le délégué CGT. « C'est pas possible, la direction s'est barrée. C'est un CE fantôme », lâche un retraité qui n'a jamais vu ça en 40 ans de sidérurgie. Dehors, les représentants CFE/CGC et CFDT se regroupent. Ils ont droit aux quolibets des manifestants CGT. Le ton monte, les insultes et les invectives fusent. Les mots sont très durs. « Lamentable », glisse un ancien. Un petit groupe en vient aux mains. Deux délégués CGT et CFDT font barrage. « Arrêtez ! On est tous des salariés de Gandrange. C'est contre la direction qu'on se bat. Pas entre nous », crie Serge Jurczak de la CGT. « On donne une bien piètre image du syndicalisme », avoue

très amer Edouard Martin, élu CFDT du comité européen. « Difficile d'éviter ce genre de débordements », reconnaît Jacky Mascelli de la CGT. Les manifestants repartent, direction l'usine et le bureau de Bernard Lauprêtre qu'ils veulent à tout prix rencontrer. L'appel à la grève de la CGT a été très peu suivie.

11 h à la porte Nord de l'usine, sous le soleil, ils sont encore une soixantaine. Ils en ont assez d'attendre le directeur, retenu ailleurs. A son retour, il ne devrait pas reconnaître son bureau.

« On ne part pas. Aujourd'hui c'est Gandrange, demain ils vont nous fermer Florange. Ça suffit ! », hurle un électricien du LCB. La colère des salariés éclate. En moins de dix minutes, ils saccagent tout sur leur passage. Le bureau, les archives passent par la fenêtre. Même ces jolies repro-

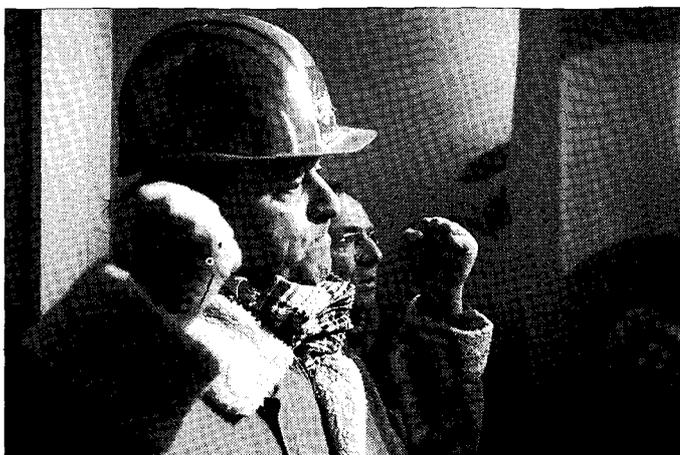
ductions sous verre, cassées en mille morceaux. Elles représentaient des sidérurgistes torse nu en pleine action de Francis Gruber, l'artiste graveur lorrain dont on connaît notamment les magnifiques les vitraux de Mont-Saint-Martin. « On peut comprendre l'exaspération des salariés. On les a tellement ballottés. On s'est moqué d'eux » dira plus tard Edouard Martin. La CGT appelle déjà de son côté à se mobiliser pour sa manifestation régionale pour l'emploi, le 11 avril à Nancy. La direction confirme un peu plus tard « chaque collaborateur se verra offrir une solution de reclassement sur un site du groupe [...] ». Leur colère a, semble-t-il, été entendue. Lundi, les syndicats seront reçus par le président de la République à l'Élysée.

Bernard KRATZ



Photo Pascal BROCCARD

Sur le site de Gandrange, les manifestants s'introduisent de force dans le bureau du directeur qu'ils mettent à sac.



Toute la colère des manifestants dans l'attitude de ce délégué syndical.

Lundi à l'Elysée : rebondir et anticiper

• **CFDT** : « On va à l'Elysée. On sait bien que le président n'a pas la solution miracle en poche. Nous, on veut des assurances pour l'avenir. » Alain Gatti secrétaire régional de la CFDT participera à la rencontre programmée lundi à 17 h à l'Elysée. Avec son syndicat, il veut rebondir et apporter des propositions que Nicolas Sarkozy devra « faire siennes et les défendre. » La CFDT se projette dans l'après-Gandrangé en réclamant d'abord toutes les garanties sociales pour les salariés et les sous-traitants de l'aciérie. « Maintenant nous exigeons des garanties pour pérenniser Florange au-delà de 2012. Que Mittal refasse les creusets des hauts-fourneaux. Qu'il aille au-delà de l'entretien normal des installations », précise Alain Gatti. Il souhaite que l'on s'occupe enfin « de notre région pas seulement quand il y a le feu, mais que l'on anticipe. » La CFDT veut proposer un pôle d'excellence de la sidérurgie qui concentrerait les forces de recherches du groupe en Lorraine, en prenant appui aussi sur le MIPI, le pôle de compétitivité des matériaux où le groupe ArcelorMittal est du reste un acteur majeur. Le tout doit s'appuyer sur le plan de revitalisation de la vallée de l'Orne.

• **CGT** : « Pour nous, pas question d'évoquer la fin de Gandrangé. Le président de la République doit nous aider à obliger Mittal à vendre, à trouver un repreneur », insiste Jacky Mascelli de la CGT. Cette dernière reste sur sa ligne depuis le début, celle d'une reprise du site. Elle ne croit pas à la volonté de Mittal de pérenniser tota-

lement les aciers plats de Florange. « Un projet PERF est engagé dans la vallée de Fensch par ArcelorMittal avec un programme d'économies de gestion de plus 120 m€ d'ici 2015 », explique le délégué.

• **CFE/CGC** : « On a besoin de réfléchir, mais nous demanderons à Nicolas Sarkozy de tenter une dernière fois de faire revenir Mittal sur sa décision » explique Pierre Sutter, délégué CFE/CGC de Gandrangé. « On n'est pas encore prêts à se projeter dans l'après-Gandrangé », dit-il avant de soulever une revendication syndicale. « Nous lui demanderons de faire évoluer la législation afin de donner plus de contre-pouvoirs aux syndicats. Qu'ils puissent davantage peser dans une décision au sein d'un grand groupe, notamment quand la direction privilégie un pays au détriment d'un autre », remarque le délégué CFE/CGC en faisant référence au poids de la direction allemande des aciers longs Europe dans le projet de Mittal.

• **La direction d'ArcelorMittal** : hier, Daniel Soury-Lavergne, directeur d'ArcelorMittal France a rappelé – outre les garanties de reclassement du personnel – l'engagement du groupe à Florange « où nous avons décidé d'augmenter le budget d'investissement 2008 de l'usine de plus de 60 % pour le porter à un total de 65 millions d'euros. Ils vont contribuer à renforcer l'efficacité et les perspectives d'avenir du site, et consolider la présence du groupe en Lorraine. »

Réactions

• **Roger Tirlicien (conseiller régional PCF)** : « La décision de Akshmi Mittal démontre les limites de l'économie libérale et mondialisée. [...] Il est temps de mettre fin aux directives européennes qui ne conçoivent les activités humaines que sous l'angle de la concurrence libre et non faussée pour construire une Europe sociale et solidaire [...] »

• **Michel Liebgott, député PS** : « En dépit de la mobilisation, du travail acharné de contre-proposition et des interventions à tous les niveaux de la République, le sort des 575 salariés de l'usine et de tous les sous-traitants a été scellé, hier, en 10 minutes. Le président de la République doit désormais s'exprimer, s'expliquer au plus vite. Le bassin ferrifère et l'ensemble de la Lorraine industrielle sont meurtris [...]. On ne peut plus croire en Lakshmi Mittal qui en 2006, à l'Assemblée nationale, au moment de l'OPA sur Arcelor, disait qu'il n'y aurait aucune suppression d'emplois en Lorraine. »

• **Lutte Ouvrière** : « Le gouvernement devrait interdire tout licenciement, toute suppression d'emplois chez ArcelorMittal, mais aussi des intérimaires et des sous-traitants. Il faut interdire à ce groupe qui a fait l'an dernier 7,5 milliards de profits, de plonger des familles dans la misère en saccageant l'emploi avec une telle déshonneur. »